

# OCDE Politiques agricoles des économies émergentes : Suivi et évaluation 2009

19 mars 2009

[Le rapport en PDF](#)

Dans son rapport [Politiques agricoles des économies émergentes : Suivi et évaluation 2009](#), l'OCDE analyse les mesures prises par les gouvernements de l'Afrique du sud, du Brésil, du Chili, de la Chine, de l'Inde, de la Russie et de l'Ukraine pour atténuer la charge qui pèse sur les consommateurs et assurer l'approvisionnement en produits alimentaires dans les conditions de hausse et d'instabilité des prix qui prévalent depuis quelques années.

Les mesures les plus courantes ont consisté à réduire ou à suspendre les droits d'importation sur les produits alimentaires, ou à imposer des obstacles à l'exportation, par exemple sous forme de taxes. Or les obstacles à l'exportation n'aident pas ceux qui ont le plus besoin de sécurité alimentaire, explique le rapport. Ils font du tort aux agriculteurs nationaux et limitent l'incitation à produire. En outre, ils nuisent aux partenaires commerciaux qui dépendent des importations.

Bien que ces mesures puissent accroître les apports alimentaires dans les pays exportateurs à court terme, le renforcement du protectionnisme et l'adoption de politiques d'autosuffisance risquent d'accentuer l'instabilité des prix des produits agricoles sur les marchés mondiaux et de réduire les échanges.

Pour renforcer le secteur agricole à long terme, le rapport recommande de réduire le soutien public accordé à certains produits de base et aux mesures créatrices de distorsions du marché, qui bénéficient actuellement d'un montant disproportionné de subventions, pour le réorienter vers la fourniture de biens publics tels que la recherche, les infrastructures, la formation et la commercialisation.

Les auteurs soulignent la nécessité d'accroître les investissements publics pour mieux faire correspondre l'offre et la demande, développer les cultures à rendement élevé, améliorer la compétitivité à long terme de l'agriculture et assurer des niveaux de revenus plus élevés et durables aux agriculteurs.